

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 25 octobre 2002

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2002/INF/14

2 octobre 2002
ORIGINAL: FRANÇAIS

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU PROGRAMME DE PAYS—NIGER (1999–2002)

Ce document doit être lu en parallèle avec le document
“Rapport résumé de l'évaluation à mi-parcours du programme
de pays—Niger (1999–2002)” (WFP/EB.3/2002/6/4).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil
d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM
(<http://www.wfp.org/eb>).



RECOMMANDATION AU PAM (JUIN 2002)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2002)
Conception et intégration		
➤ Formuler l'essentiel des résumés d'activités lors de la préparation du prochain document de programme de pays, afin que ceux-ci y soient mieux intégrés et pour que ce dernier représente une véritable synthèse et un document de référence.	Bureau de pays	Une mission de formulation du prochain programme de pays est prévue en février 2003, et coïncidera avec la rédaction des résumés d'activité.
➤ S'assurer que les principaux intervenants aient une compréhension commune de l'approche programme. De plus, il serait nécessaire d'adopter la méthode du cadre logique et d'identifier des indicateurs de performance lors de la préparation du prochain programme de pays.	Bureau de pays	Une formation des partenaires du PAM sur les principes de la politique visant à favoriser le développement et du cadre logique est prévue en octobre 2002. Cet atelier devrait entre autres permettre d'ébaucher le cadre logique qui sera affiné lors de la rédaction du prochain programme de pays en février 2003. Le représentant et le conseiller du PAM ont participé à un atelier de formation sur le cadre logique au bureau régional à Dakar. Enfin, une formation sur le cadre logique a eu lieu en mars 2002 pour l'activité Éducation.
Cohérence		
➤ Doter d'un mandat spécifique et étendu le Comité de pilotage interministériel du programme de pays, qui doit réunir périodiquement le PAM et les secrétaires généraux des ministères partenaires, notamment lors de l'examen des résumés d'activités, des rapports consolidés de suivi et de l'approbation de son calendrier de mise en œuvre.	Bureau de pays	Le comité de pilotage interministériel a été réactivé. Un arrêté ministériel prévoit de faire du PAM un membre à part entière du Comité. Le rôle du Comité sera intensifié en 2003 en vue du démarrage du prochain programme de pays. Dans la restructuration envisagée du Ministère des finances et de l'économie, il est prévu que le commissaire au développement du ministère préside le Comité.
➤ Analyser également les mandats respectifs de la Cellule de coordination du programme et des directions de sous-programmes, à la lumière du besoin accru d'intégration, d'analyse des résultats, et des suggestions énoncées dans le document de l'actuel programme de pays, à savoir procéder à des bilans périodiques de chaque activité d'une façon intégrée pour suivre l'avancement du programme de pays.	Bureau de pays	Cette proposition est en cours de discussion avec le Gouvernement du Niger. Le PAM et sa contrepartie ont entamé une réflexion sur l'idée de combiner les différentes directions et la cellule de coordination en une direction nationale du programme de pays.

RECOMMANDATION AU PAM (JUIN 2002)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2002)
Mise en œuvre		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Il apparaît crucial d'accroître le personnel de terrain en allouant les crédits nécessaires; il faudrait recruter au moins un assistant de programme pour chacun des bureaux auxiliaires de Tahoua et de Zinder, afin d'assurer un suivi régional correct du déroulement des interventions en comparaison des objectifs du programme de pays et des résultats recherchés. 	Bureau de pays en consultation avec OEDB	En l'absence d'allocations budgétaires CAD, le bureau de pays n'a pas pu mettre en oeuvre cette recommandation. Cependant, le bureau a prévu deux assistants de programme financés par les CAD dans le budget 2003–2004.
Problématique hommes-femmes		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer une participation plus qualitative des femmes aux activités VCT afin d'obtenir un impact plus durable pour celles-ci, en particulier par une meilleure participation aux processus décisionnels et un meilleur contrôle des actifs ainsi créés. 	Bureau de pays	Certains partenaires, comme le PCLCP et le PDR-ADM, maîtrisent la notion de l'importance de la problématique hommes-femmes appliquée aux activités VCT. Ceci s'est reflété dans leur programmation en 2002. L'atelier sur la politique visant à favoriser le développement prévu en octobre 2002 permettra de continuer à sensibiliser tous les partenaires du PAM sur la question et de prolonger la réflexion sur le sujet.
Développement rural		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Si les activités des deux principaux partenaires du PAM en matière de développement rural ne reprennent incessamment, il conviendrait d'établir un partenariat avec un nombre très limité d'autres partenaires tout en réduisant l'importance de cette activité par rapport aux autres. De plus, l'activité de développement rural doit revenir à sa conception initiale, c'est-à-dire un ensemble cohérent d'interventions qui entraînent une masse critique d'améliorations durables, susceptibles de réduire l'insécurité alimentaire. 	Bureau de pays	Les partenaires réguliers ont absorbé leurs quotas prévus de vivres en 2002. Le bureau de pays a toutefois alloué de faibles quantités de vivres au projet PDRT (GTZ) et au PCLCP-Téra Nord (PNUD) pour tester leurs capacités. Un projet pilote est en cours avec le projet FAO Intrants. L'activité a concentré ses dotations en vivres sur les activités Banques céréalières et Travaux VCT visant la mobilisation des eaux.





RECOMMANDATION AU PAM (JUIN 2002)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2002)
Éducation de base		
<p>➤ Affiner le ciblage en fonction de l'exercice ACV en cours et associer les responsables des structures décentralisées au choix final des communautés. Rechercher des partenaires et renforcer le système de suivi-évaluation et son intégration dans le programme de pays, en organisant des sessions de formation qui permettront éventuellement d'améliorer le suivi et démontrer les résultats. Il sera également nécessaire d'améliorer la rédaction des rapports pour qu'ils deviennent un outil de gestion valable. Cependant, il sera nécessaire de tenir compte des contraintes budgétaires.</p>	Bureau de pays + ODA (ACV) + OEDE	<p>En ce qui concerne le ciblage, le bureau de pays se servira des données des récentes missions d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, lorsque ces données auront été complétées et finalisées par le bureau régional. Entre-temps, suite à la mission, le ciblage géographique des interventions du PAM au Niger a été affiné (première étape). La zone d'intervention sera la zone agro-pastorale. Cette zone a de faibles ressources (humaines, naturelles, financières) et est confrontée à divers risques (naturels, socio-économiques, etc.). La deuxième étape de l'exercice est en cours et permettra d'affiner davantage le ciblage des communes et des groupes vulnérables dans la zone agro-pastorale. Les données obtenues et analysées peuvent aider le bureau de pays à effectuer un meilleur suivi-évaluation de leurs projets futurs.</p> <p>Une mission de formation concernant le suivi-évaluation de l'activité Éducation a eu lieu au mois de mars 2002. De nouveaux supports ont été créés avec la participation des coordonnateurs régionaux de l'activité. L'un des résultats escomptés est la meilleure rédaction de rapports et leur meilleure utilisation au niveau central. Ce nouveau système sera en place dès la rentrée 2002.</p>
Assistance aux mères et enfants vulnérables à la malnutrition		
<p>➤ Opter pour un seul objectif: augmentation de la fréquentation des centres ou contribuer à contrer la malnutrition, assorti de principes de mise en œuvre compatibles.</p>	Bureau de pays	Le PAM attend des orientations claires de la part du Ministère de la santé qui prépare actuellement une table ronde sectorielle pour définir les orientations de sa politique de santé au cours de la prochaine décennie.
<p>➤ Il apparaît capital pour la bonne marche de cette activité d'identifier des partenaires d'exécution qui puissent assurer une formation continue et le suivi. Le partenariat idéal serait une ONG internationale avec des fonds propres ou un organisme de développement qui travaillerait en étroite collaboration avec des ONG nationales.</p>	Bureau de pays	Il est difficile de trouver des candidats au partenariat dans la zone prioritaire d'intervention établie à la suite de l'exercice d'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (bande agro-pastorale du Niger). Les partenaires travaillant dans le domaine de la santé et de la nutrition sont surtout présents dans le sud du pays, où le problème de disponibilité alimentaire est moins aigu.

RECOMMANDATION AU PAM (JUN 2002)	POUR ACTION PAR	RÉPONSE DE LA DIRECTION ET MESURES PRISES (AOÛT 2002)
Application de la politique visant à favoriser le développement		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rechercher des partenaires d'exécution pour toutes les activités, notamment celles qui touchent à l'éducation et à la santé/nutrition. Des partenaires de terrain s'imposent pour informer et mobiliser la population, former les membres des divers comités de gestion, suivre les activités et contribuer à fournir l'information pour un bon suivi des résultats. 	Bureau de pays	Le bureau a organisé une consultation pour identifier des partenaires actifs dans le secteur social. Une réunion avec les cadres de la santé a eu lieu pour sélectionner des candidats. Des pourparlers sont en cours avec des ONG opérant dans les domaines de l'éducation et de la santé pour entamer une collaboration. Un projet pilote liant l'activité Développement rural et le projet FAO Intrants a été lancé en mai 2002.

